

vinces et la perception des revenus, se sont élevées de \$4,610,000 à \$8,570,000, et qu'elles étaient il y a quatorze ans, de deux millions et demi de moins seulement qu'en 1890.

Il ne faut pas oublier le fait important que *les dépenses publiques n'ont pas augmenté dans le cours de six années*. Voici les chiffres des dépenses totales en rapport avec le fonds consolidé :

1885.....	\$35,037,060	1888.....	\$36,718,494
1886.....	39,011,612	1889.....	36,917,834
1887.....	35,657,680	1890.....	35,994,031

Il a été établi que les subventions aux provinces, les achats de débetures pour le fonds d'amortissement et les frais de perception des revenus ne sont pas une source d'impôts, dans le sens réel du mot. Ce sont plutôt un placement, un remboursement de revenus, ou des déboursés couverts par de nouveaux revenus sans impôts supplémentaires. Pour établir une comparaison équitable des dépenses sous les deux régimes politiques, il est juste de déduire des dépenses totales celles dont il est question et qui viennent d'être énumérées, savoir :

1876

Dépenses totales.....		\$24,488,372
A déduire :		<hr/>
Subventions aux provinces.....	\$3,690,355	
Fonds d'amortissement.....	822,953	
Perception des revenus.....	4,796,238	
		<hr/>
		\$9,309,546
		<hr/>
Laisant une balance de.....		\$15,178,826